



DEMANDE DE QUALIFICATION – ADDENDA N° 1

DDQ DC-2023-AK-03 Services-conseils juridiques

Date et heure limites :

Le 29 mai 2023
à 14 h
Heure du Pacifique

Date de publication : Le 12 mai 2023 **De :** Service d'approvisionnement de la CCT

À : Tous les fournisseurs **Courriel :** procurement@destinationcanada.com

Voici les réponses aux questions présentées en date du 1^{er} mai 2023 relativement à la DDQ indiquée ci-dessus :

- Q1. Articles E.2.2 et E.2.3 – Veuillez confirmer que les nombres limites de mots (500 mots et 1 000 mots, respectivement) s'appliquent à chaque conseiller juridique et à chaque domaine indiqué dans la portée des travaux.

Réponse : Les limites de 500 mots et de 1 000 mots s'appliquent à chaque service proposé. Veuillez ne pas faire référence à un autre service dans le contenu portant sur un service donné. Nonobstant ce qui précède, si vous préférez donner une information générale sur votre entreprise valant pour l'ensemble des services que vous offrez, celle-ci peut être présentée dans une partie distincte, qui ne dépassera pas 500 mots.

- Q2. Dans la section E – Questionnaire sur les critères souhaités, on demande à l'article E.1.1 un exemplaire des états financiers des trois dernières années. Nous ne rendons pas les nôtres publics, car nous sommes une entreprise privée. Veuillez confirmer que DC acceptera à la place une lettre de notre établissement financier indiquant la bonne position financière de notre entreprise.

Réponse : L'entrepreneur peut présenter d'autres garanties de stabilité organisationnelle et financière qui rassemblent des preuves suffisantes de sa capacité financière à fournir les services, comme une lettre indiquant la bonne position financière de l'entreprise signée par la banque du soumissionnaire, ou autres garanties.

- Q3. Dans la section E – Questionnaire sur les critères souhaités, on demande à l'article E.3.1 des renseignements sur les capacités à l'étranger des soumissionnaires. Si un soumissionnaire ne propose pas de services à l'étranger, est-ce à dire qu'il obtiendra une note de 0 % sur les 5 % que vaut cette question ou que cet article ne sera pas pris en compte dans l'évaluation de sa proposition?

Réponse : Destination Canada mène des activités à l'échelle internationale et aura parfois besoin de conseils juridiques à l'étranger. La capacité de tous les soumissionnaires à satisfaire à cette exigence sera donc évaluée au vu de leur proposition et une note allant jusqu'à 5 % leur sera attribuée.